



Ottawa, Canada

Volume 7, N° 26
(Hebdomadaire)

le 27 juin 1979

Nécessité d'une coopération au niveau mondial, bénéficiant aussi aux pays en développement	1
Conférence sur la sécurité sociale	2
Terre-Neuve: résultats des élections	2
Gel dans la Fonction publique	3
Comité parlementaire sur les questions relatives à l'énergie nucléaire	3
Éducation: intensifier les échanges avec la Chine	3
Perspectives optimistes de l'économie canadienne	4
Investissements directs étrangers au Canada	4
Importantes découvertes pour les diabétiques	5
Aide à l'Université de Montréal	5
Castor et fleur de lys	5
Présentation du budget en Alberta	5
Opération délicate du nerf sciatique	6
Ottawa et la mosaïque canadienne	6
Les petits castors à l'oeuvre	6
Rapports accessibles au public	6
Edmonton...et comment s'y rendre	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8
Construction d'une serre solaire à l'Université de Montréal	8

Nécessité d'une coopération au niveau mondial, bénéficiant aussi aux pays en développement

Le nouveau secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, a participé, les 13 et 14 juin à Paris, à une réunion du Conseil des ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A cette occasion le ministre a prononcé, le 13 juin, son premier discours sur la scène internationale.

Je me réjouis profondément d'être en mesure de participer à vos discussions, si peu de temps après avoir pris mes nouvelles fonctions, le Canada ayant un nouveau gouvernement depuis quelques jours seulement.

En tant que membres de l'OCDE, nous avons beaucoup d'enseignements à tirer les uns des autres. Nous apprenons comment d'autres s'attaquent aux problèmes que nous devons également affronter. On nous rappelle également les retombées que nos politiques ont sur d'autres pays. Nous avons pris l'habitude, à l'OCDE, d'une discussion franche à laquelle nous nous conformons. Tels sont les éléments essentiels d'une coopération constructive entre les pays.

La nécessité de rechercher des solutions enracinées dans la coopération dépasse, et de loin, le cadre de l'OCDE. Nous ne saurions rejeter à notre gré l'interdépendance de nos économies avec celles des pays en développement. C'est une réalité. Il n'existe aucun pays, aucun bloc de pays qui soit en mesure de résoudre seul ses problèmes économiques.

Jeter les bases d'une large coopération dans le cadre de l'économie mondiale n'est pas chose facile. Toutefois, ce sont ces difficultés mêmes qui devraient renforcer notre résolution de poursuivre la discussion avec les pays en développement dans une optique constructive et pragmatique.

La CNUCED V s'est terminée il y a seulement dix jours. Cette conférence, simple étape d'un long processus de discussion, a connu des hauts et des bas. Ses échecs sont en partie attribuables aux difficultés qu'elle a éprouvées à entamer une discussion franche sur des problèmes

communs. Ils proviennent aussi, en partie, des écarts qui existent entre pays développés et pays en développement sur l'interprétation des problèmes clés. Ces divergences de vues sous-tendent, entre autres, la discussion sur la nature des difficultés économiques auxquelles se heurte le monde et sur le rôle des gouvernements qui tentent de les résoudre. Elles ont affecté la discussion du processus de changement structurel et la façon dont pourraient réagir les gouvernements à ce changement.

Il importe de s'employer à réduire ces écarts de perspective. Des études effectuées par le secrétariat de l'OCDE ont largement établi la multiplication et la signification grandissante des liens économiques entre pays développés et pays en développement. Il faut aussi reconnaître que ceci crée des problèmes d'adaptation à court terme. L'élaboration de nos politiques à l'égard du Tiers-Monde, ainsi que de notre coopération, doit permettre non seulement de reconnaître les problèmes que nous affrontons mais aussi de dégager les avantages éventuels que nous pouvons partager.

Il est souvent malaisé de percevoir les avantages à long terme au-delà des problèmes plus immédiats. C'est une réalité de la vie économique, une réalité de notre vie de politiciens. Gardons-nous des mesures à courte vue qui compromettent le caractère ouvert et la souplesse de l'économie mondiale. D'avoir mené à bien les Négociations commerciales multilatérales (NCM) contribuera largement à la réalisation de cet objectif. Toutefois, la persistance d'une croissance économique modérée et de hauts niveaux de chômage pose le risque constant d'initiatives qui abouti-

C'était cette semaine...

Le 26 juin 1959 avait lieu, à St-Lambert (Québec), l'ouverture officielle de la voie maritime du Saint-Laurent, par S.M. la reine Elizabeth et le président des États-Unis, le général Eisenhower.